

Sangaris, Serval, Barkhane : le contexte politique des interventions

Par Gregor Mathias

Résumé

Cet article examine le contexte politique qui éclaire et a conditionné les opérations *Sangaris* en République Centrafricaine (2013-2016), *Serval* et *Barkhane* au Mali et dans les pays adjacents 2013 à 2021.

Abstract

The present article details the political context which led to and influenced the French Army's operations in the Central African Republic (Sangaris, 2013-2016) as well as in Mali and neighbouring countries (Serval and Barkhane) from 2013 to 2021.

Mots-clés : Centrafrique ; opération *Sangaris* ; Mali ; Sahel ; opération *Serval* ; opération *Barkhane* ; groupes armés islamistes ; État failli ; conflits internes ; contexte politique ; contre-insurrection ; parachutistes.

Keywords : *Central African Republic ; Operation Sangaris; Mali; Sahel ; Operation Serval ; Operation Barkhane ; Islamist armed groups; failed State; internal conflict ; political context ; counterinsurgency ; French paratroopers.*

Citation

Mathias, Gregor, “*Sangaris, Serval, Barkhane : le contexte politique des interventions*”, *La Vigie*, Hors-série “Parachutistes”, juin 2022.

Auteur/Author

Gregor Mathias est docteur en histoire, spécialiste de la pacification des SAS pendant la guerre d'Algérie. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur ce sujet, notamment d'une biographie de David Galula (inspirateur des théories de la contre-insurrection américaines en Irak et en Afghanistan), d'abord paru en anglais chez Praeger en 2011, puis en français l'année suivante aux éditions Economica sous le titre *David Galula, combattant, espion et maître à penser de la guerre contre-révolutionnaire*. Il est aujourd'hui chercheur associé en géopolitique à Rennes School of Business spécialiste des conflits récents en Afrique.

Dr. Gregor Mathias is a specialist on in the Algerian War, a topic to which he has devoted several books, notably a biography of David Galula (who inspired US counterinsurgency practice in Iraq and Afghanistan), published by Praeger in 2011 under the title Galula in Algeria. Counter-Insurgency – Practice versus Theory. He is currently a research fellow in geopolitics specializing in recent African conflicts at Rennes School of Business.

Texte intégral

Sangaris : retour éphémère des Barracudas en Centrafrique ?

Le 20 septembre 1979 était déclenchée l'Opération *Barracuda* au cours de laquelle les parachutistes du 1^{er} RPIMA étaient chargés par la France, fatiguée des frasques de l'Empereur Bokassa 1^{er}, de le déposer et de remettre au pouvoir son prédécesseur David

Dacko, avant qu’un nouveau coup d’État n’emporte ce dernier moins de deux ans plus tard. La population centrafricaine donnera le nom de ce poisson carnivore antillais ou du filet de camouflage aux parachutistes français¹ qui allaient désormais intervenir régulièrement dans l’histoire politique chaotique de la Centrafrique.

Trente-quatre ans après la déposition de Bokassa 1^{er} et après de nombreuses interventions militaires françaises en Centrafrique (les Opérations *Furet*, *Almandin 1, 2 et 3*, *Cigogne* et *Boali*),² les Barracudas étaient de retour, en décembre 2013, à Bangui sous l’appellation innocente d’un papillon éphémère, *Sangaris*. L’opération ne devait durer que quelques mois, le temps de stabiliser la situation mais, comme l’annonçait le ministre des Armées Jean-Yves Le Drian un mois et demi après le déclenchement de l’Opération *Sangaris* : “*Nous avons sous-estimé l’état de haine et l’esprit revanchard, l’esprit de représailles. (...) Il y a des actes guerriers*”. En effet, comme l’expliquait de manière assez crue un officier en 1998, à la veille du départ de l’armée française de Centrafrique : “*Ici on tire ou on se tire*”.³

L’Opération *Sangaris*, commencée le 5 décembre 2013, allait durer pratiquement trois ans pour s’achever le 31 octobre 2016. Déjà impliquée au Mali, la France était très réticente à intervenir en Centrafrique, mais la situation intérieure de ce pays était devenue catastrophique. Le pays était confronté à trois crises concomitantes : crise de l’État, crise de la gouvernance et crise sécuritaire.

La Centrafrique, le modèle parfait de l’État failli

En 1898, l’Oubangui-Chari devient un cul-de-sac de l’Empire colonial français lorsque les Britanniques font la conquête du Soudan et arrivent à Fachoda. Les Français ont fait la conquête de ce pays enclavé en passant par le fleuve de l’Oubangui. Pour constituer ce nouveau territoire colonial, on prend une partie de la savane du Tchad et de la forêt équatoriale du Cameroun. Les peuples regroupés dans l’Oubangui-Chari, qui deviendra par la suite la Centrafrique, ont des contacts privilégiés avec le Nord d’où provient le bétail (venu du Tchad), avec l’Ouest (le Cameroun) d’où arrive l’approvisionnement du port camerounais de Douala, ou du Sud (le Congo). Au moment de la saison des pluies, d’avril à octobre, la savane du Nord-Est est inaccessible par la route depuis la capitale Bangui, ce qui renforce d’autant ses relations en direction du Tchad et contribue au sentiment d’autonomie, voire d’indépendance.

Depuis 60 ans, la Centrafrique n’a connu que des Républiques transitoires qui ont duré en totalité une vingtaine d’années avec les trois présidents David Dacko (1960-1966 et 1979-1981), Ange-Felix Patassé (1993-2003) et Faustin Taoudéra (2016). Pourtant, même

¹ *Le Monde*, “L’opération ‘Barracuda’ était préparée depuis près de deux mois”, 28 septembre 1979 : [L’opération "Barracuda" était préparée depuis près de deux mois \(lemonde.fr\)](http://www.lemonde.fr).

² Thomas Flichy de la Neuville, Véronique Mezin-Bourgninaud & Gregor Mathias, *Centrafrique, pourquoi la guerre ?*, Panazol, Lavauzelle, 2014, pp.95-96.

³ Stephen Smith, *Libération*, 7 mars 1998 : [Les «Barracudas» désertent Bangui. A la mi-avril, la plupart des soldats français quittent le Centrafrique. Soulagés. – Libération \(liberation.fr\)](http://www.liberation.fr).

en régime républicain, le Président a une vision autocratique du pouvoir qui ne tient pas compte du Parlement.

Tous les dirigeants centrafricains sont régulièrement menacés par les mutineries des Forces armées de Centrafrique (FACA), comme en 1996 et 1997, des guérillas venues de province, ou finissent par être renversés par leur propre chef d'État-major. Le pays a été déchiré récemment par des milices rejetant la prise de pouvoir de François Bozizé (2004-2007), cherchant à provoquer son départ (2013-2014) ou, il y a quelques mois, opposées à la réélection de Faustin Taoudéra (2020-2021).

Ce pays est peuplé de 4,4 millions d'habitants, dont près d'un quart vit dans la capitale Bangui. Le pouvoir effectif des Présidents s'arrête aux portes de la capitale : au PK 12, le kilomètre 12 à partir du centre de Bangui vers la périphérie de la capitale. Les frontières sont difficilement contrôlables en raison du mauvais état des routes ou des pistes, des ponts non entretenus et de la saison des pluies qui coupe la capitale du reste de la province. La périphérie de la Centrafrique sert de refuge à toutes les guérillas d'Ouganda (la LRA : Lord's Resistance Army), du Soudan, de RDC et du Cameroun. C'est un lieu de passage de tous les trafics d'or et de diamants extraits de manière illégale en Centrafrique, d'armes, de passage de mercenaires ou de soldats tchadiens ou soudanais désœuvrés en mal d'employeurs. La savane du nord de la Centrafrique est un lieu de pacage des bétails peuls des pays de la région qui circulent librement et peuvent être la cible d'agriculteurs sédentaires, de voleurs ou de groupes armés.

Les routes peu sécurisées sont contrôlées par des coupeurs de route qui rackettent les transporteurs et les commerçants, mais aussi par la douane, la gendarmerie, les FACA et la mairie de la commune voisine qui demandent le paiement d'un droit de passage.⁴ Les entreprises étrangères exploitant les mines d'or, d'argent, de platine, de mercure font travailler 60 000 travailleurs. Elles doivent bien entendu payer l'exploitation des concessions, mais également corrompre les responsables ministériels des mines, payer les groupes armés (rebelles ou autodéfense) présents dans la région et les coupeurs de routes.

Les fonctionnaires souvent incompetents, et corrompus lorsqu'ils ne sont pas payés, sont absentéistes. Le népotisme règne partout dans l'administration ou dans les entreprises publiques et surtout à la tête de ministères qui ne disposent pas de budget de fonctionnement. Les services publics (écoles, dispensaires) sont, de fait, assurés par l'Église catholique et ses missions étrangères, les paroisses protestantes et les ONG.

François Bozizé, président typique de la RCA : arrivé au pouvoir par la force, chassé du pouvoir par le même moyen

Les dictatures militaires ou impériales ont en Centrafrique (Jean-Bedel Bokassa 1966-1979, André Kolingba 1983-1993) une longévité d'une dizaine d'années : celle du général François Bozizé n'échappe pas à cette règle. Il arrive au pouvoir par un coup d'État

⁴ Alexandre Jaillon & Guillaume De Brier, "Cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique", USAID-DPAM, 2019, pp.59-60 et p.81 : [AMPR IPIS Cartographie sites Ouest RCA.pdf \(ipisresearch.be\)](https://ipisresearch.be).

en 2003 contre Ange-Félix Patassé, et est chassé du pouvoir par l’offensive de la *Séléka* de Michel Djotodia en 2013.

Le général Bozizé est coutumier des coups d’État qui avortent le plus souvent. Il tente son premier coup contre le général Kolingba en 1982, puis plusieurs autres contre Ange-Félix Patassé, en 2001, ce qui lui vaut d’être démis de ses fonctions. Une autre tentative échoue en 2002. L’année suivante, il profite d’un voyage à l’étranger du Président Patassé et du mécontentement lié au retard du paiement des salaires des fonctionnaires et des soldes des militaires, pour certains un retard de 33 mois, pour enfin parvenir au pouvoir par la force.

Une fois installé, le général Bozizé pratique le népotisme au profit de sa seule famille, suivant en cela l’exemple de ses prédécesseurs. Les Centrafricains appellent sa famille le “*conseil d’administration*”. Il nomme un de ses fils ministre la Défense, un autre prend la tête d’une entreprise d’extraction de diamants, un troisième contrôle l’aéroport de Bangui, de façon à contrôler les produits importés et d’en faire payer le prix aux importateurs, deux autres occupent des postes de commandement au sein de la Gendarmerie, troisième force de maintien de l’ordre après la Garde présidentielle et les FACA. Il met un neveu à la tête de la Banque centrale.⁵ Le pouvoir devient un guichet familial permettant à sa famille élargie de mettre en coupe réglée les ressources économiques et financières de l’État tout en se protégeant grâce à la nomination des membres de la famille à la tête des forces de sécurité.

Les Gbayas, l’ethnie du Président est bien entendu avantagée et obtient des postes dans la fonction publique. Il suit en cela le modèle de ses prédécesseurs, Bokassa avec les Ngbakas, Kolingba avec les Yakomas et Patassé avec les Saras.

La Centrafrique plongée au cœur des ténèbres en 2013

Michel Djotodia est un *Goula* du nord de la Centrafrique qui tout d’abord soutient la prise de pouvoir et l’élection de Bozizé. Mais dès 2004, il prend la tête d’une coalition de groupes armés et s’empare de plusieurs villes du nord. L’intervention de l’aviation française, en 2006, met un terme à son succès. Djotodia s’exile au Bénin. Malgré un accord de paix signé entre Bozizé et les rebelles, Birao ne sera jamais réellement reprise par les FACA, mais par le Tchad pour le compte de la Centrafrique.

En 2012, Djotodia revient au nord et reconstitue la coalition de groupes armés musulmans formés de Goulas, de Saras et de Mungas sous le nom de *Séléka*. Le Tchad qui contrôle parfaitement cette région soutient cette fois-ci la rébellion. Il s’agit pour le président Idriss Déby Into de se débarrasser de Bozizé qui a autorisé la prospection pétrolière au Nord-Ouest de la Centrafrique menaçant les réserves tchadiennes d’hydrocarbures de Doba.

En deux mois, la rébellion équipée de *pick-ups* et renforcée de groupes armés soudanais, d’anciens militaires tchadiens, de coupeurs de routes, d’enfants soldats, s’empare des trois quarts du pays. Djotodia accepte l’offre de paix de Bozizé et rejoint le

⁵ Gervais Ngovon, “Le contrôle des ressources de l’État, un enjeu des conflits en Centrafrique”, *Les Cahiers d’Outre-Mer*, n°272, octobre-décembre 2015 : <http://journals.openedition.org/com/7634>, consulté le 27 février 2021.

gouvernement avec le poste de vice-premier ministre et de ministre de la Défense. Mais en mars 2013 devant l'offensive de la Séléka qui bouscule les forces de l'organisation de l'Afrique centrale, les militaires sud-africains et les FACA, il trahit Bozizé et rejoint la rébellion. En mars 2013, Bangui tombe. Djotodia, chef de la Séléka, devient le nouveau chef d'État, mais les différents groupes armés gardent leur autonomie et ne le reconnaissent pas comme dirigeant. Ils n'ont d'autre but politique que celui de piller la ville ou les églises.⁶

Les tensions montent croissent entre les musulmans et les chrétiens de Bangui. Les deux parties instrumentalisent les appartenances religieuses de la population. Djotodia nomme des préfets musulmans pour contrôler la ville, tandis que Bozizé, fondateur de l'Eglise évangélique céleste, appelle à la résistance contre les forces du Mal incarnées par les musulmans étrangers. Des milices d'autodéfense *anti-balakas* se forment à Bangui et dans l'ouest du pays en s'attaquant aux musulmans et à leurs biens. L'État failli, dépourvu d'un véritable gouvernement, s'enfonce dans les tensions ethniques et la guerre de religion. De mars à décembre 2013, enlèvements, tortures, exécutions sommaires, saccages et vols touchent tout le pays, n'épargnant ni les hôpitaux, les écoles, les ONG ou les lieux de culte. On compte près 700 000 déplacés, dont 214 000 rien qu'à Bangui. 150 000 Centrafricains fuient dans les pays voisins.

En septembre 2013, Djotodia dissout la Séléka mais cette décision accentue l'éclatement des groupes armés et le chaos. De son côté, l'Union Africaine prend le relais des troupes d'Afrique centrale mais ses 4 000 soldats s'avèrent incapables de faire revenir l'ordre. La situation semble à ce point désespérée que l'archevêque de Bangui et un imam de la capitale demandent une aide internationale pour éviter que la Centrafrique ne soit condamnée aux ténèbres.⁷

Pour mettre fin aux exactions "*des vandales*", selon l'expression de Jean-Yves Le Drian, le Président François Hollande décide du déploiement de l'armée française à Bangui, le 5 décembre 2013, en pleine contre-offensive des *anti-balakas*. L'armée française a pour missions, dans le cadre de l'Opération *Sangaris*, de protéger les civils, d'arrêter les massacres, de désarmer les groupes armés, de protéger les convois humanitaires et d'appuyer les troupes de l'Union Africaine.

L'armée française en bande sahélo-saharienne : lorsque *Serval* étend sa zone de chasse de la savane aux barkhanes

L'instabilité touchant le Nord-Mali n'est pas apparue brutalement en 2012. Elle remonte à la fondation du Soudan français lorsque les autorités françaises regroupèrent dans un même territoire des peuples esclavagistes : Arabes, *Peuls* et *Touaregs*, et des peuples soumis traditionnellement à leur esclavage : *Bambaras*, *Dogons* et *Songhaïs*. Les Touaregs ayant refusé d'envoyer leurs fils à l'école des Blancs par crainte d'une déculturation,

⁶ Gregor Mathias, *Les guerres africaines de François Hollande*, Paris, L'Aube, 2014, pp.52-54.

⁷ Flichy de la Neuville, Mezin-Bourgninaud & Mathias, 2014, *op.cit.*, pp.47-57.

envoyèrent à leur place ceux de leurs captifs.⁸ Lorsque en 1960, le Mali devint indépendant, les Touaregs de Kidal ne disposaient pas d'une élite apte à gouverner le nouvel État issu de l'État colonial. De plus, ils échouèrent à rallier à eux les Touaregs du Sahara qui craignaient l'hégémonie de la tribu des Ifoghas sur les autres tribus touarègues. Les Touaregs du Nord-Mali tombèrent sous la tutelle des Bambaras de Bamako, où les anciens captifs détenaient désormais le pouvoir. Deux révoltes touarègues eurent lieu en 1963-64 et en 1990-94, obligeant Bamako à faire des concessions politiques temporaires.

La région périphérique saharienne mal contrôlée entre le Mali, l'Algérie, le Burkina-Faso, le Niger et la Mauritanie devient progressivement une base de repli pour Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), au début des années 2000 qui marque la fin de la guerre civile en Algérie. Profitant de ces immensités sahariennes mal contrôlées, de la présence de frontières-refuges, dès 2003, Al-Qaïda a augmenté ses capacités financières en procédant à des enlèvements de touristes occidentaux échangés contre des rançons allant de 90 à 120 millions de dollars,⁹ tout en nouant des alliances matrimoniales avec les tribus locales et en s'assurant ainsi des soutiens familiaux. Ce groupe djihadiste recrutant dans le Maghreb et tout l'Afrique subsaharienne a fini par prendre un poids politique et militaire important dans la région.

Prenant conscience que cette région est en passe de devenir une zone d'instabilité, le Commandement des opérations spéciales (COS) français déploie, dès 2009, des unités en Mauritanie, au Mali, au Niger, à Niamey, puis à Arlit, coordonnées à partir d'un quartier général situé à Ouagadougou, au Burkina Faso.¹⁰

En 2011, la chute du colonel Mouammar Kadhafi en Libye entraîne le retour au Nord-Mali des milices touarègues de la Légion arabe (800 hommes) et de milliers de Touaregs désormais livrés à eux-mêmes. Iyad Ag Ghali fonde un groupe djihadiste touarègue, *Ansar Eddine*, rival du mouvement nationaliste MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad), qui cherche à obtenir l'indépendance du Nord-Mali. Un quatrième groupe armé, le MUJAO (Mouvement pour l'unicité du Jihad en Afrique de l'Ouest), est une organisation djihadiste composée d'Arabes Lehmars de Gao ayant fait fortune dans la sécurisation du trafic de cocaïne (cf. l'affaire d'Air Cocaïne de 2009) et ayant des soutiens à Bamako, où ils servent d'intermédiaires pour la libération des otages occidentaux.

Le Mali, un État décrédibilisé, incapable d'assumer ses missions régaliennes

En 2014, le Mali se classe au 176^e rang sur 187 pays au regard de l'indice de développement humain (IDH). L'espérance de vie y est très faible (53 ans) et le taux d'alphabétisation, de 26 % d'une classe d'âge. L'élite politique est corrompue et s'avère inapte à diriger le pays. Les officiers détournent les soldes et les munitions pour l'entraînement. De plus, l'absence de bancarisation de la solde des soldats des FAMa (Forces

⁸ Amadou Hampâté Bâ, *Amkoullel, l'enfant Peul*, Arles, Actes Sud, 1990.

⁹ Gregor Mathias, *La Guerre française contre le terrorisme islamiste*, Paris, Bernard Giovanangeli Éditeur, 2015, p.32.

¹⁰ Christophe Gomart (général), *Soldat de l'ombre. Au cœur des forces spéciales*, Paris, Tallandier, 2020, p.163.

armées maliennes) contribue à amplifier les fraudes. Les douanes sont incapables de contrôler les frontières ou de prélever les taxes de passage. Le président Amadou Toumani Touré privatise la sécurité en armant des milices composées de Bambaras, Songhaïs et Dogons pour assurer la sécurité locale. En effet, pour le Président, la menace terroriste est avant tout celle des Touaregs du nord du Mali et non le djihadisme international, lequel peut même représenter un appui pour contrer le séparatisme touarègue.¹¹

Les soldats maliens mutés au Nord s'enferment dans des forts comme Kidal ou Aguelhok et n'arrivent pas à contrôler correctement le nord du pays. La prise d'assaut de la caserne d'Aguelhok en janvier 2012 par une coalition d'*Ansar Dine*, du MNLA et d'AQMI est un véritable traumatisme pour l'armée malienne. Quatre-vingt-dix soldats sont faits prisonniers, ils sont soit exécutés d'une balle dans la tête, soit égorgés. Les images vidéo des exécutions sont diffusées sur les réseaux sociaux, contribuant accroître encore la panique des FAMA.

Face à la perte des territoires situés au nord de la boucle du Niger et à la mauvaise gestion du conflit au Nord-Mali, en mars 2012 le capitaine Amadou Sanogo, aidé des Bérets verts du camp de Kati, décide de renverser le président en place, Amadou Toumani Touré¹² (dit "ATT"), soit deux mois avant la fin de son mandat. À la défaite militaire et au chaos dans le Nord s'ajoute une crise politique intérieure. Le capitaine Sanogo reste 20 jours au pouvoir mais sous la pression internationale, il est contraint de le rétrocéder aux civils : en application de la Constitution, le président de l'Assemblée nationale, Diaconda Traoré, assure l'intérim.

Les FAMA, mal armées et mal entraînées, divisées entre Bérets verts (capitaine Sanogo) et les Bérets rouges (les partisans d'ATT), semblent incapables de repousser l'offensive d'une coalition de groupes djihadistes surarmés, mobiles et en position de force qui se regroupent à Konna en janvier 2013. L'état-major des FAMA assure pourtant aux autorités françaises que 400 à 500 hommes sont déployés pour défendre Mopti et Sévaré : ils ne sont en réalité qu'une centaine.¹³

Serval sort ses griffes

Le 11 janvier 2013, face à la menace d'une offensive sur Bamako des groupes djihadistes proposée par Iyad Ag Ghali à ses alliés du MUJAO et d'AQMI,¹⁴ le Président François Hollande, chef des armées, décide d'empêcher toute avancée des djihadistes vers le Sud. Les ordres sont de les stopper, d'aider les FAMA à reconquérir le Nord et de détruire les infrastructures des groupes armés terroristes. Ceux-ci, regroupés pour menacer Bamako, disposent de dizaines de pick-ups (1 500 à 2 000 combattants) autour de Diabaly et d'environ 70 pick-ups (700 à 1 000 combattants) autour de Konna, Mopti et Sévaré.¹⁵

¹¹ Jean-Christophe Notin, *La guerre de la France au Mali*, Paris, Tallandier, 2014, pp.41-42.

¹² Élu président en 2002 et réélu en 2007 après des fraudes massives.

¹³ Christophe Gomart, *op.cit.*, p.174.

¹⁴ Notin, *op.cit.*, pp.154-155.

¹⁵ Gomart, *op.cit.*, p.181.

Hormis la présence d'éléments de la DGSE, les forces spéciales du COS sont alors la seule force française présente au Mali, avec leurs hélicoptères Gazelle, Caracal et Tigre, des unités au sol (500 hommes), bénéficiant de l'appui aérien des avions de chasse. L'objectif est alors de gagner du temps pour permettre aux forces conventionnelles françaises de se regrouper et d'engager l'offensive.¹⁶ Le 16 janvier, les unités françaises pré-positionnées en Côte d'Ivoire (Opération *Licorne*), au Tchad (Opération *Épervier*), au Gabon et celles arrivant de Métropole (alerte *Guépard*) arrivent à Bamako pour mener la reconquête du Centre et du Nord du pays. Une force interarmées de 4 000 hommes reprend progressivement le contrôle des villes du Centre, de la boucle du Niger et du Nord-Mali. Les chefs des groupes armés terroristes sont éliminés et leurs troupes dispersées. Les dépôts logistiques des groupes armés terroristes sont détruits dans le massif des Ifoghas. En juillet 2014, l'Opération *Serval* est achevée, une nouvelle opération prend le relais, sous le nom d'Opération *Barkhane*.

L'Opération *Barkhane*

En août 2014, l'armée française change de stratégie pour faire face à la transformation de l'organisation djihadiste et de ses moyens d'action. Trois objectifs sont fixés à l'Opération *Barkhane* : interdire la libre disposition de l'espace sahélo-saharien aux groupes armés terroristes, appuyer les forces locales pour lutter contre les groupes armés et soutenir la MINUSMA, c'est-à-dire des troupes de l'ONU présentes au Mali.

Avec l'Opération *Serval*, les combattants des groupes armés djihadistes se sont dispersés dans les pays de la région sahélo-saharienne, vaste de 3 millions de km², se sont cachés au sein de la population, trouvant de l'aide parmi leurs clans, ou ont rejoint d'autres groupes armés,¹⁷ à la faveur d'appartenances très poreuses entre les différents groupes. L'Opération *Barkhane* n'est plus limitée au Mali mais s'étend sur les quatre autres pays de la bande sahélo-saharienne : Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Tchad, qui fournissent des unités à la lutte anti-djihadiste. Les effectifs français, destinés à intervenir sur un territoire aussi grand que l'Union européenne, passent progressivement de 3 000 à plus de 5 000 hommes.

Après chaque défaite, les groupes djihadistes se reconfigurent et l'on voit par exemple émerger un djihadisme *peul* avec la Katiba du Macina, dans le centre du Mali. En 2017, Iyad Ag Ghali décide de coordonner les groupes djihadistes maliens au sein du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). On y trouve *Ansar Eddine* (des Touaregs), AQMI (des combattants du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest), les Katibas du Macina (des Peuls) et Al-Mourabitoune (des Touaregs, des Peuls et des combattants originaires d'Afrique de l'Ouest). Son rival, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a une stratégie internationaliste très agressive à l'égard des troupes locales (FAMA et gendarmerie) en terrorisant la population (attaque d'écoles, de mairies, vols de bétail). L'EIGS s'implante dans la zone des trois frontières, entre Niger, Mali et Burkina. Il recrute parmi les Touaregs et les Berbères *dahoussak* de Ménaka.

¹⁶ Bernard Barrera (général), *Opération Serval, notes de guerre, Mali, 2013*, Paris, Seuil, 2015 ; Notin, 2014.

¹⁷ Gregor Mathias, *Les guerres africaines de François Hollande*, Paris, Éditions de l'Aube, 2014, pp.74-75.

Les milices armées du Mali et du Burkina Faso, les armées du G5-Sahel¹⁸ et l'armée française, soutenues par des drones et l'armée de l'Air, combattent contre la coalition djihadiste malienne et l'EIGS. Depuis le début de l'Opération *Barkhane*, plus de 1 000 djihadistes et nombre de leurs chefs ont été neutralisés dans la région des trois frontières.

En 2021, le Mali reste toujours un pays éclaté, malgré la reprise du Nord par les FAMA grâce à l'armée française. Le sécessionnisme *peul* déchire désormais le centre du pays. Les milices armées et les groupes djihadistes s'affrontent régulièrement, tandis que le contrôle des frontières avec le Burkina Faso et le Niger échappe toujours aux FAMA.

Face à la corruption endémique de l'élite en place, un coup d'État militaire renverse à son tour le Président Ibrahim Boubacar Keïta,¹⁹ en août 2020, dans le but de relever le pays. À ce jour, aucune solution politique ne semble laisser envisager la sortie d'une crise politique qui secoue le pays depuis 2012.²⁰ Sans la reconstruction d'un État malien sur des bases fédérales²¹ et la constitution d'un nouveau pacte politique national ouvert à toutes les composantes ethniques minoritaires et marginalisées du pays : Arabes, Peuls et Touaregs, *Barkhane* ne pourra pas résoudre les causes de l'instabilité du pays, mais uniquement ses conséquences, c'est-à-dire l'insécurité endémique au Mali et chez ses voisins.

¹⁸ Le G5-Sahel est un cadre de coopération créé en 2014, et qui regroupe le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie.

¹⁹ Élu en 2013 et réélu en 2018.

²⁰ Gregor Mathias, "Putsch du 18 août 2020, ou les 10 commandements pour réussir son coup d'État", site *La Vigie*, 30 novembre 2020 : [Coup d'Etat – La Vigie \(lettrevigie.com\)](https://www.lettrevigie.com).

²¹ Gregor Mathias, "À l'écoute des communautés du Mali", pp.113-124 in Olivier Hanne (ss.dir.), *Mali, une paix à gagner*, Panazol, Lavauzelle, 2014.